

# Le 7 novembre 2017, l'État français aura consommé toutes ses ressources

Tout comme les années précédentes, en 2017, les recettes de l'État français n'auront pas suffi à assurer son fonctionnement, il n'aura donc d'autre choix que de s'endetter pour terminer l'année. La France est d'ailleurs le pays où ce phénomène prend les proportions les plus importantes, révèle l'Institut économique Molinari.

Le déficit de la France ne cesse de se creuser

En 2017, l'État français aura consommé l'ensemble de ses ressources le 7 novembre, soit 55 jours avant la fin de l'année, selon les calculs de l'Institut économique Molinari. Cette année, cette date arrive d'ailleurs deux jours plus tôt qu'en 2016.

D'autres pays européens ayant au contraire amélioré l'état de leurs finances depuis 2016, en 2017 la France est le pays qui aura épuisé ses ressources le premier. (La Grèce et le Portugal, pays pour lesquels en 2016 cette date arrivait le 29 octobre et le 7 novembre respectivement, la verront arriver le 22 décembre et le 26 novembre 2017 respectivement.) En 2017, dans le « calendrier » de l'épuisement des ressources de l'État, la France est suivie de l'Espagne (le 11 novembre), de la Roumanie (le 13 novembre) et de la Pologne (le 21 novembre). Quatre pays présentent cette année un budget excédentaire et ne verront pas leurs ressources s'épuiser avant l'heure : Chypre, l'Allemagne, Malte et la Suède.

La France vit à crédit 30 jours de plus que la moyenne des États de l'UE

En 2017, la « période de déficit » dans l'Union européenne dure 25 jours en moyenne. Ce chiffre s'est d'ailleurs amélioré de façon significative depuis 2016, puisque la durée de cette « période de déficit » s'est raccourcie de 7 jours. L'écart entre cette moyenne et la France, quant à lui, se creuse et s'établit à 30 jours, contre 22 jours en 2016.

Selon l'Institut économique Molinari, tandis que de nombreux pays de l'UE ont profité des sept dernières années pour résorber leurs déficits, en France le mouvement de rééquilibrage des comptes post-crise s'est enrayé de façon précoce, en 2014. « Le déficit de l'administration centrale française est reparti à la hausse depuis 2014, au rythme d'un jour non financé en plus par an, tandis qu'en moyenne l'UE résorbait ses déficits de 5 jours par an », peut-on lire dans l'étude.